



**AMBASSADE  
DE FRANCE  
EN FINLANDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

*Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Iltä-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).*

### Jeudi 14 mars 2024

Politique européenne.....	2
Dans son discours au Parlement européen, le Premier ministre Petteri Orpo a mis l'accent sur la sécurité européenne .....	2
Le groupe des socialistes et démocrates au Parlement européen a critiqué Orpo .....	2
Le ministre polonais des Affaires étrangères en Finlande.....	3
La Finlande et les États-Unis vont intensifier leur coopération en matière de numérique et de technologies propres.....	3
OTAN .....	4
Débat au Parlement sur la participation de la Finlande aux missions en temps de paix- Des inquiétudes au Parlement concernant l'envoi d'avions de combat finlandais dans la mer Noire .....	4
Un navire de dragage de mines partira plus loin que la mer Baltique dans le cadre d'une opération de l'OTAN ..	5
Finlande-Estonie-OTAN .....	5
Kaja Kallas mécontente que la Finlande se tourne plutôt vers les pays nordiques que les pays Baltes .....	5
Défense .....	5
Selon Ria Novosti, deux chasseurs F18 finlandais ont suivi un bombardier russe au-dessus de la mer Baltique ..	5
Elections européennes.....	5
Campagne du parti populaire suédois .....	5
Selon le RKP, les avoirs de la Russie en Europe doivent être confisqués et utilisés au profit de l'Ukraine.....	5
Ministère de l'Intérieur .....	6
La ministre Rantanen a mis fin au groupe de travail qui préparait la « loi sur les frontières » et a transféré ce travail au ministère de l'Intérieur.....	6
Sûreté nationale SUPO.....	7
Ministère des Finances .....	7
Selon Riikka Purra, il faut plus taxer les voitures électriques .....	7
Social.....	8
Paperiliitto met fin aux conventions collectives chez UPM.....	8
Ministère des Affaires étrangères.....	9
Harcèlement .....	9
Pourquoi un cabinet d'avocats est-il nécessaire pour enquêter sur le comportement d'un l'ambassadeur ? .....	9
Société - Education .....	10
Helsinki souhaite restreindre le jeûne des enfants musulmans.....	10

## **Politique européenne**

### ***Dans son discours au Parlement européen, le Premier ministre Petteri Orpo a mis l'accent sur la sécurité européenne***

Dans son discours lors de la session plénière du Parlement européen, le Premier ministre Petteri Orpo a souligné l'importance de renforcer l'Union, de sécuriser ses frontières et d'apporter un soutien plus fort à l'Ukraine pour l'avenir de l'Europe.

Le discours du Premier ministre Orpo s'est concentré en particulier sur deux thèmes : le renforcement de la compétitivité stratégique de l'UE et l'amélioration de la sécurité globale.

« Nous sommes revenus aux fondamentaux mêmes de la construction européenne : promouvoir la paix et défendre nos valeurs. La guerre en cours en Ukraine n'est pas seulement un conflit aux frontières de notre continent ; c'est un rappel brutal de la fragilité de notre paix », a déclaré le Premier ministre Petteri Orpo.

Le Premier ministre a décrit comment la Finlande a été reconnue à juste titre comme un modèle et a proposé de partager les expériences finlandaises en matière de sécurité globale.

« Nous avons développé des stratégies globales qui couvrent tous les secteurs de la société, du public au privé. Notre approche en matière de sécurité inclut non seulement la défense physique mais également la résilience sociétale, qui est essentielle pour faire face aux menaces conventionnelles et hybrides », a déclaré le Premier ministre Orpo, ajoutant que le modèle finlandais pourrait offrir de précieuses leçons à l'Union européenne dans son ensemble.

« C'est pourquoi nous demandons à la Commission d'élaborer et de publier la première stratégie européenne en la matière. La stratégie devrait être fondée sur une approche pansociétale, dans laquelle les besoins et les contributions de tous les secteurs politiques sont pris en compte. Nous ne proposons pas un autre document politique ; nous appelons à un projet innovant qui garantisse la résilience de l'Union européenne face à des défis complexes », a poursuivi le Premier ministre. Le Premier ministre Orpo a également souligné la nécessité d'augmenter et d'accélérer le soutien militaire à l'Ukraine. Selon lui, il n'y a pas de place pour le pessimisme.

« La Russie se prépare manifestement à un long conflit avec l'Occident et représente une menace militaire permanente et existentielle pour l'Europe. Si nous, en tant qu'Europe unie, ne parvenons pas à répondre suffisamment à ce défi, les années à venir seront pleines de dangers et de menaces d'attaque imminentes », a déclaré Orpo.

Avant son discours, le Premier ministre Orpo a eu une réunion avec la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, où il a souligné que, surtout dans la situation sécuritaire actuelle, il est important que le Parlement européen travaille rapidement pour nommer le prochain président de la Commission après les élections au Parlement européen, cet été.

Mardi 12 mars, le Premier ministre Orpo a rencontré la commissaire chargée des transports, Adina Vălean, et a mis en avant les projets de transport finlandais qui souhaitent recevoir un soutien de l'UE, et qui sont également importants pour la sécurité de l'approvisionnement.

Il a aussi eu une réunion avec des députés européens finlandais, où les discussions ont mis en évidence la volonté d'intensifier davantage la coopération entre les députés européens et le gouvernement.

En outre, le Premier ministre Orpo a rencontré le président du groupe du Parti populaire européen (PPE), Manfred Weber, et a assisté à la réunion du groupe. Le Parti de la coalition nationale que dirige Orpo est membre du PPE.

[https://valtioneuvosto.fi/-/10616/paaministeri-petteri-orpo-korosti-euroopan-turvaamista-puheessaan-euroopan-parlamentille?languageld=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/10616/paaministeri-petteri-orpo-korosti-euroopan-turvaamista-puheessaan-euroopan-parlamentille?languageld=en_US)

Lire le discours en anglais de Petteri Orpo devant le Parlement européen :

<https://valtioneuvosto.fi/en/-/10616/speech-by-prime-minister-petteri-orpo-at-the-european-parliament-13-march-2024>

### ***Le groupe des socialistes et démocrates au Parlement européen a critiqué Orpo***

La politique intérieure finlandaise s'est invitée quelque temps à Strasbourg hier avec Petteri Orpo. Les députés des groupes de gauche ont critiqué la politique d'Orpo.

Iratxe García Pérez, porte-parole du groupe social-démocrate, a déclaré qu'Orpo avait fait rentrer l'extrême droite au gouvernement. Elle a aussi critiqué la politique de ce gouvernement.

« La meilleure façon de défendre les droits des travailleurs est-elle de faciliter les licenciements, de minimiser les discussions et de limiter le droit de grève ? La meilleure façon de limiter la pauvreté et les inégalités est-elle de limiter le financement public des retraites, des allocations de chômage, du logement et des allocations parentales ? Etes-vous fier que la ministre des Finances pose sur les réseaux sociaux avec de gros ciseaux, satisfaite de couper les revenus des citoyens et la sécurité sociale ? », a-t-elle interpellé Orpo.

Selon García Pérez, la confiance d'Orpo dans l'extrême droite constitue une réelle menace pour la démocratie et l'Europe. « Voulons-nous une Europe prisonnière de la peur de nier le changement climatique ou une Europe qui lutte contre celui-ci et utilise la transition verte pour créer la prospérité ? »

Le groupe de la gauche était sur la même ligne.

Le représentant des Verts, Philippe Lamberts, a critiqué le fait qu'Orpo parle beaucoup de compétitivité, mais ne la relie pas à l'économie verte. Selon lui, l'argent public est nécessaire pour investir dans l'action climatique. « On ne peut pas exiger plus d'incitations [pour les investissements dans les technologies vertes] et économiser de l'argent en même temps. Que sont les carottes, sinon l'argent public ? »

Petteri Orpo a déclaré qu'il n'était pas surpris par cet accueil.

Orpo a répondu que le marché du travail doit être réformé, car l'objectif est de créer 100 000 emplois et de sauver le modèle de protection sociale. Selon lui, il n'y a pas d'extrême droite au sein du gouvernement finlandais.

Manfred Weber, président du PPE, a fait l'éloge d'Orpo, du gouvernement et du président Alexander Stubb.

Yle

### ***Le ministre polonais des Affaires étrangères en Finlande***

La ministre finlandaise des Affaires étrangères Elina Valtonen recevra le ministre polonais des Affaires étrangères Radosław Sikorski le 14 mars à Helsinki.

Les ministres discuteront des relations entre la Finlande et la Pologne et de la sécurité européenne. Les autres sujets à l'ordre du jour seront les questions d'actualité liées aux activités de l'UE, de l'OTAN et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Lors de sa visite en Finlande, le ministre Sikorski rencontrera également le président de la République Alexander Stubb.

[https://valtioneuvosto.fi/-/puolan-ulkoministeri-vierailee-suomessa?languageId=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/puolan-ulkoministeri-vierailee-suomessa?languageId=en_US)

### ***La Finlande et les États-Unis vont intensifier leur coopération en matière de numérique et de technologies propres***

Le ministre finlandais du Commerce extérieur et du Développement, Ville Tavio, se rend à Los Angeles du 13 au 16 mars 2024. Au cours de sa visite, Tavio signera une lettre d'intention entre le ministère des Affaires étrangères et la ville de Los Angeles sur la transition propre et le numérique.

Les investissements réalisés par la ville de Los Angeles dans la double transition des transports et de la logistique offrent notamment des opportunités aux entreprises finlandaises et à d'autres opérateurs. Les domaines prioritaires de la lettre d'intention qui sera signée reflètent le savoir-faire finlandais de pointe, depuis les solutions portuaires intelligentes jusqu'à l'électrification des transports et les solutions d'énergie propre.

La visite mettra également en valeur l'expertise finlandaise dans l'industrie du jeu vidéo. Lors du Finnish Game Industry Showcase, les sociétés de jeux finlandaises présenteront leur expertise et leur réseau avec les parties prenantes américaines.

Au cours de sa visite, le ministre Tavio inaugurera également les locaux communs des agences consulaires des pays nordiques. Cet arrangement est unique car Los Angeles est la seule ville au monde où les consulats des cinq pays nordiques sont situés dans le même bâtiment.

« Cela constitue un bel exemple de coopération pratique et étroite entre les pays nordiques aux États-Unis », a déclaré le ministre Tavio.

[https://valtioneuvosto.fi/-/suomi-ja-yhdysvallat-tiivistavat-yhteistyota-digin-ja-puhtaan-teknologian-aloilla?languageId=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/suomi-ja-yhdysvallat-tiivistavat-yhteistyota-digin-ja-puhtaan-teknologian-aloilla?languageId=en_US)

## **OTAN**

### ***Débat au Parlement sur la participation de la Finlande aux missions en temps de paix- Des inquiétudes au Parlement concernant l'envoi d'avions de combat finlandais dans la mer Noire***

Mercredi, le Parlement a commencé à finaliser deux questions importantes de l'OTAN, l'une concernant la participation de la Finlande aux tâches de l'OTAN en temps de paix et l'autre le statut juridique des forces membres de l'OTAN en Finlande.

Le président de la commission des affaires étrangères du Parlement, Kimmo Kiljunen (PSD), a qualifié ce moment d'historique pour le Parlement.

Kiljunen a souligné que les missions en temps de paix sont habituelles pour un membre à part entière de l'OTAN. La Finlande participera aux tâches de la division permanente de l'OTAN de lutte contre les mines dans la mer Baltique, la mer du Nord et la mer de Norvège en avril-mai. L'Armée de l'Air participera aux missions de surveillance aérienne Air Shield en Roumanie, en Bulgarie et en mer Noire en juin-juillet avec une force d'une centaine de personnes. La taille de la division finlandaise serait de huit chasseurs F/A-18 au maximum.

À l'origine, la zone opérationnelle de la marine devait se limiter à la mer Baltique, mais il a été prévu d'élargir cette zone lors de l'audition en commission.

Selon Kiljunen, les forces armées ont estimé devant le parlement que les menaces posées par les missions de lutte contre les mines sont mineures. En revanche, selon lui, la surveillance aérienne est plus difficile en termes de niveau de risque. "On est plus proche d'une zone de guerre active", a déclaré Kiljunen.

Selon lui, les menaces militaires liées à la surveillance aérienne ont été jugées faibles également par la commission, mais la commission souhaite être que le gouvernement informe immédiatement le parlement en cas de changement dans l'évaluation de la menace.

"Nous ne mènerons pas d'opérations aériennes dans une zone à haut risque", a déclaré la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen (Coalition nationale).

Dans son discours, Timo Heinonen, député de la coalition nationale, a déclaré qu'il était heureux d'entendre les discours actuels de Kiljunen sur l'OTAN, très différents de ses prises de position précédentes. Kiljunen a répliqué qu'il avait toujours été cohérent sur le fait que rejoindre une alliance militaire n'était pas un objectif en soi, mais un moyen pour un petit pays de survivre.

Heinonen a estimé que l'interprétation était « plutôt bonne » et a déclaré que Kiljunen avait vécu pendant des décennies dans une croyance selon laquelle la Russie était sympathique et qu'il fallait la comprendre.

Il n'y a pratiquement pas eu d'autres points de discorde dans le débat. Plusieurs députés ont évoqué le fait que le débat avait lieu le jour du 84<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la guerre d'Hiver.

Le Parlement a également discuté de deux traités liés à l'OTAN, dont l'approbation finale nécessitera une majorité des deux tiers au Parlement. Le vote aura lieu bientôt au printemps.

L'accord Sofa de l'OTAN concerne le statut juridique des forces des États membres de l'OTAN en Finlande. Le deuxième traité est le Protocole de Paris, qui étend les dispositions du traité aux quartiers généraux de l'OTAN et à leur personnel militaire et civil.

Kimmo Kiljunen a considéré ces accords comme une évidence qui fait suite à l'adhésion. L'affaire a été réglée, selon lui, puisque la Finlande a rejoint l'OTAN. Dans le cadre du partenariat pour la paix entre la Finlande et l'OTAN, on appliquait déjà les mêmes règles mais dans une mesure plus limitée.

L'accord Sofa de l'OTAN donne aux pays qui envoient des troupes le droit d'exercer le pouvoir judiciaire sur le territoire finlandais dans certains cas. Le plus difficile est que les États-Unis recourent à la peine de mort, ce qui ne peut pas être appliqué en Finlande.

En Finlande, la constitution interdit également les condamnations à la peine de mort, c'est pourquoi le gouvernement a également convenu de l'interdiction des condamnations par un échange de notes sur la question avec les États-Unis en novembre dernier.

L'accord de défense DCA entre la Finlande et les États-Unis sera soumis ultérieurement au Parlement, et là aussi la question de la peine de mort devra être réexaminé, selon Kiljunen.

Keskisuomalainen rend compte du fait que le Parlement n'a pas proposé de changement au rapport de la commission des affaires étrangères sur l'accord SOFA (Status of forces agreement) à l'occasion du premier débat en la matière. Kimmo Kiljunen constate que l'accord constitue le cadre pour le fonctionnement de l'OTAN, et que c'est quelque chose que tous les Etats membres adoptent. Il s'agit désormais de sa mise en œuvre, selon lui.

Lors du second examen de l'accord aura lieu le vote sur son adoption.

KS/24

### ***Un navire de dragage de mines partira plus loin que la mer Baltique dans le cadre d'une opération de l'OTAN***

Un navire de dragage de mines de la classe Katanpää quittera la mer Baltique pour naviguer dans la mer du Nord et la mer de Norvège dans le cadre des activités de temps de paix de l'OTAN.

AL/A19

### ***Finlande-Estonie-OTAN***

#### ***Kaja Kallas mécontente que la Finlande se tourne plutôt vers les pays nordiques que les pays Baltes***

Devant des journalistes finlandais, hier, la Première ministre estonienne Kaja Kallas a exprimé son mécontentement sur le fait que la Finlande se tourne plutôt vers les pays nordiques que les pays Baltes dans la coopération de défense à l'intérieur de l'OTAN. Kallas souligne la menace dans la mer Baltique du point de vue de la défense et de la sécurité et souhaite que la Finlande regarde également vers le Sud [de la baltique] et non seulement vers le Nord.

Elle estime que, en tant que nouveau membre de l'OTAN, la Finlande ne devrait pas s'exprimer avec trop de prudence à l'égard de la Russie.

Elle rappelle que l'OTAN est là pour constituer une dissuasion contre la Russie, et une démonstration de force. « Nous avons le droit de nous défendre, et ne vous demandez même pas si la Russie se sentira provoquée. Il ne nous faudrait pas se comporter comme si la Russie était plus forte. »

AL/A23

## ***Défense***

### ***Selon Ria Novosti, deux chasseurs F18 finlandais ont suivi un bombardier russe au-dessus de la mer Baltique***

Selon Ria Novosti, deux chasseurs F18 finlandais ont volé à côté d'un bombardier russe Tu-22M3 au-dessus de la mer Baltique, mardi soir.

L'état-major communique sur le fait que des missions de surveillance et de garantie de l'intégrité territoriale sont effectués par les chasseurs selon les besoins opérationnels. Ces missions ne sont jamais commentées plus en détail.

HS

## ***Elections européennes***

### ***Campagne du parti populaire suédois***

#### ***Selon le RKP, les avoirs de la Russie en Europe doivent être confisqués et utilisés au profit de l'Ukraine***

L'objectif du parti populaire suédois RKP aux élections européennes est de conserver son siège actuel. L'objectif est très réaliste, estime la présidente du parti Anna-Maja Henriksson.

"Rien n'est acquis et c'est pourquoi nous devons travailler dur pour y parvenir", a déclaré Henriksson mercredi, lorsque le RKP a publié son programme pour les élections européennes.

Le RKP est le premier parti à publier son programme.

Le Rkp prévoit de présenter 20 candidats. Environ la moitié ont été désignés. Henriksson en fait elle-même partie.

L'actuel eurodéputé Nils Torvalds ne se représente pas.

Selon Henriksson, le Rkp est "le parti le plus pro-européen de Finlande, mais de manière modérée".

Dans son programme, il y a une longue liste de ce que le Rkp veut dans la politique européenne. Conformément à l'air du temps, des sujets comme la sécurité et l'immigration sont au premier plan.

Pour un petit pays comme la Finlande, une UE forte et unie est extrêmement importante, a déclaré Henriksson. "Au départ, l'UE était un projet de paix et cette tâche a rarement semblé aussi opportune qu'aujourd'hui."

Elle a notamment souligné que l'UE devait continuer à soutenir l'Ukraine aussi longtemps que nécessaire. Dans son programme, le Rkp indique également, par exemple, que les avoirs de la Russie en Europe doivent être confisqués et utilisés pour la reconstruction de l'Ukraine.

En matière de politique d'immigration, l'objectif est « une politique d'immigration juste et solidaire ». Le parti souhaite le retour des visas humanitaires et une aide juridique adéquate pour les demandeurs d'asile.

Parmi la longue liste d'objectifs, on trouve de tout, depuis la préservation de la politique forestière en tant que politique nationale jusqu'à l'arrêt des changements d'heure au sein de l'UE.

Les sondages prédisent que les partis européens d'extrême droite pourraient obtenir une victoire électorale significative lors des prochaines élections. "Je suis effectivement inquiète de cette évolution, car la démocratie ne doit jamais être considérée comme acquise", a déclaré Henriksson.

Promouvoir les valeurs fondamentales de l'UE et les défendre sera très important, estime-t-elle. Lors des précédentes élections européennes, le Rkp a obtenu environ 6% des voix. Jusqu'à présent, il fallait environ 5% des voix pour obtenir un siège, a calculé le secrétaire du parti Fredrik Guseff.

Cette année, le seuil pour obtenir un siège peut être un peu plus élevé, car les chrétiens-démocrates et le mouvement Liike Nyt ont une alliance électorale et ont de bonnes chances d'obtenir un siège, estime Guseff.

L'audience du RKP était de seulement 3,6% dans le dernier sondage de Helsingin Sanomat.

Guseff souligne que le RKP a traditionnellement mobilisé ses partisans précisément lors des élections européennes.

HS

## ***Ministère de l'Intérieur***

### ***La ministre Rantanen a mis fin au groupe de travail qui préparait la « loi sur les frontières » et a transféré ce travail au ministère de l'Intérieur***

La ministre de l'Intérieur Mari Rantanen (Vrais Finlandais) a mis fin au groupe de travail qui préparait des amendements juridiques pour lutter contre l'instrumentalisation des migrants pour entrer en Finlande et renforcer la sécurité des frontières.

Les préparatifs se poursuivent désormais au sein du ministère de l'Intérieur.

Outre des responsables du ministère de l'Intérieur, le groupe de travail comprenait des responsables du ministère de la Justice et du ministère des Affaires étrangères.

"Pour des raisons de calendrier, le groupe de travail est supprimé et le projet du gouvernement sera préparé dans sa forme définitive par le seul ministère de l'Intérieur en tant que travail officiel, en tenant compte autant que possible du travail fait par le groupe de travail », lit-on dans la décision de Rantanen.

Rantanen a brièvement commenté que, dans la situation actuelle, il fallait agir de cette façon.

"Il n'y a aucun drame", déclare Rantanen.

Selon les informations du Helsingin Sanomat, l'objectif du groupe de travail était de décider comment les demandeurs d'asile envoyés par la Russie en Finlande à des fins de déstabilisation pourraient être renvoyés en Russie ou dans leur pays d'origine.

Le nouveau projet de loi avait été annoncé fin février. Le projet de loi devrait être finalisé prochainement.

Le groupe de travail était présidé par Sanna Palo, chef du département juridique du ministère de l'Intérieur. Palo dit également qu'il n'y a eu aucun drame dans la décision et qu'il n'y a eu aucun conflit au sein du groupe de travail. "ON y a mis fin pour des raisons de calendrier."

Selon les informations du Helsingin Sanomat, la semaine dernière, le groupe de travail a eu des difficultés à terminer ses travaux selon le calendrier initial.

Au moins à cette époque, aucun argument solide n'avait été trouvé pour que le projet de loi puisse être considéré comme pouvant être adopté par la commission parlementaire du droit constitutionnel.

Selon les informations du Helsingin Sanomat, le parti populaire suédois Rkp a déjà informé les autres partis de la coalition gouvernementale en février qu'il n'accepterait pas le projet de loi s'il est clairement contraire à la Constitution, aux accords internationaux et au droit de l'UE.

HS

### ***Sûreté nationale SUPO***

Selon Helsingin Sanomat, le secrétaire général de la ministre de l'Intérieur Juha Martelius (Vrais Finlandais) sera nommé chef de la Sûreté nationale Supo, aujourd'hui.

Martelius a déjà travaillé pour le ministère de la Défense et la Supo.

Il considère la Russie comme la première menace pour la sécurité finlandaise et souhaite investir plus sur le suivi de ces questions.

HS

## ***Ministère des Finances***

### ***Selon Riikka Purra, il faut plus taxer les voitures électriques***

Selon la ministre des Finances Riikka Purra (Vrais Finlandais), la situation de départ pour les négociations sur le cadre budgétaire d'avril est très difficile. Le déficit de l'État pour l'année en cours devrait dépasser les 12 milliards d'euros, a déclaré Purra.

Selon Purra, "l'adaptation des finances publiques doit se faire en mettant l'accent sur les coupes budgétaires, que l'on aime ou non les ciseaux". Dans le même temps, Purra a déclaré que le durcissement de la fiscalité était également nécessaire.

Le commentaire de Purra sur les ciseaux fait référence à une photo publiée sur les réseaux sociaux sur laquelle elle apparaît avec des ciseaux à la main et un sourire aux lèvres.

Dans son discours sur la politique économique et fiscale, Purra n'a pas révélé plus en détail quelles réductions de dépenses et augmentations d'impôts le gouvernement envisageait.

Selon Purra, durcir la fiscalité du travail n'aurait aucun sens. Selon elle, la fiscalité du travail est sévère en Finlande, et les taux marginaux d'imposition les plus élevés sont particulièrement élevés. "Comme nous avons besoin de plus de travail en Finlande, et pas de moins, je ne pense pas que ce soit une politique très sensée de durcir la fiscalité du travail."

Dans le même temps, Purra a déclaré qu'une augmentation du taux de TVA entraînerait probablement une augmentation du prix des biens de consommation et des denrées alimentaires. "Cela aussi a des effets néfastes. C'est pourquoi il serait logique de supprimer d'abord les dépenses non essentielles. »

Selon Purra, l'État dépense actuellement de l'argent pour des choses qui ne font pas partie de ses tâches essentielles.

Selon elle, les tâches principales comprennent principalement la sécurité intérieure et extérieure, l'éducation, la santé, la sécurité de base et les infrastructures. "Il faut être capable d'établir des priorités et de faire des choix selon nos valeurs. »

Dans son discours, Purra a également souligné la baisse du taux d'imposition global en Finlande. Selon elle, il est réaliste qu'avec les déficits actuels, il soit nécessaire d'arrêter la baisse du taux d'imposition. L'une des raisons de la baisse du taux d'imposition total est l'électrification des transports, qui se traduit par une diminution des recettes provenant des taxes sur les carburants et de la taxe automobile.

Purra a déclaré que de nouvelles façons de taxer les véhicules électriques doivent être développées. "Il est clair qu'à l'avenir, la charge fiscale pesant sur les conducteurs de voitures électriques augmentera par rapport au niveau actuel", a déclaré Purra.

Elle n'a pas pris position sur la manière dont cela serait mis en œuvre dans la pratique. La fiscalité des transports doit être réformée au cours de la législature en cours. Selon Purra, la réforme doit garantir que le coût de la vie ne devienne pas incontrôlable dans les zones rurales.

En outre, Purra estime que des efforts en faveur de la santé pourraient également être déployés grâce à un nouveau type de politique fiscale. "Considérant qu'on a déjà marché sur la Lune, on ne pourrait pas penser qu'une fiscalité sur la santé serait totalement impossible à mettre en œuvre. Les graisses transformées, le sel et les sucres ajoutés, lorsqu'ils sont utilisés de manière excessive, sont comparables à l'alcool et au tabac. »

HS

## **Social**

### ***Paperiliitto met fin aux conventions collectives chez UPM***

Le syndicat du papier *Paperiliitto* a dénoncé ses accords collectifs avec l'entreprise forestière *UPM*.

Selon Petri Vanhala, président de *Paperiliitto*, la question n'est pas liée à la situation des grèves actuelles, mais à la volonté de l'employeur d'apporter des modifications sur le contenu de l'accord. « En 2022, la solution du médiateur était basée sur l'hypothèse que les textes de la convention collective seraient intangibles pour quatre ans et que les augmentations salariales seraient négociées maintenant, c'est-à-dire après deux ans. Cependant, *UPM* a voulu rouvrir les textes », explique Vanhala à *Helsingin Sanomat*.

*Paperiliitto* a conclu au total avec *UPM* cinq conventions collectives par secteur d'activité. Elles expireront à la fin du mois d'avril.

*UPM* souligne également dans son communiqué de presse que les grèves politiques en cours ne sont pas liées aux négociations entre le syndicat du papier *Paperiliitto* et l'entreprise.

*UPM* trouve regrettable la décision de *Paperiliitto* de résilier les accords. Le directeur du marché du travail, *Jyrki Hollmén*, déclare qu'il avait espéré que les augmentations de salaire et les améliorations de la productivité auraient pu être discutées sans dénoncer les accords.

Selon l'*UPM*, l'environnement opérationnel dans les secteurs d'activité a considérablement changé depuis la signature des accords en 2022.

HS/A7

### ***EK : Des dizaines d'entreprises risquent d'interrompre leur travail en raison des effets secondaires de la grève***

*Ilkka Oksala*, directeur de la Confédération des industries finlandaises *EK*, estime qu'en raison des grèves politiques menées par d'autres syndicats, le travail pourrait être suspendu dans « plusieurs dizaines d'entreprises », même si les grèves ne visent pas ces entreprises. Toutefois, il n'a pas précisé combien d'entreprises étaient concernées par la suspension du versement des salaires.

Les grèves politiques qui ont débuté lundi bloqueront les ports et interrompront le transport ferroviaire de marchandises pendant deux semaines. Les terminaux de distribution de *Neste* et les aciéries, par exemple, sont également touchés par les grèves.

De nombreuses autres entreprises sont indirectement touchées par les grèves.

Les grandes entreprises forestières sont membres de *Metsäteollisuus ry*, qui n'est pas membre de l'*EK*.

Les employeurs de *EK* ont décidé d'un accord commun de suspendre immédiatement les salaires dans toutes les usines contraintes de cesser leur production en raison des effets secondaires de la grève de deux semaines.

La Confédération des employés de l'industrie finlandaise, *Teollisuusliitto*, qui représente les travailleurs, a accusé l'*EK* d'avoir décrété le plus grand lock-out de l'histoire de la Finlande.

HS/A9

## **Ministère des Affaires étrangères**

### **Harcèlement**

#### **Pourquoi un cabinet d'avocats est-il nécessaire pour enquêter sur le comportement d'un l'ambassadeur ?**

Le ministère des Affaires étrangères a recours à un cabinet d'avocats externe pour enquêter sur les accusations de harcèlement contre l'ambassadeur Jari Vilén, car l'affaire est « vaste et multiforme », a déclaré le sous-secrétaire d'État Pekka Puustinen.

Le ministère des Affaires étrangères a chargé le cabinet d'avocats Roschier d'enquêter sur les accusations.

Selon Puustinen, une équipe de ce cabinet d'avocats est attendue à l'ambassade.

"Nous espérons que les faits seront découverts. Sur cette base, le ministère des Affaires étrangères tirera ensuite des conclusions sur la marche à suivre. »

Selon Puustinen, il est important de consulter toutes les parties et de veiller à la protection juridique de chaque employé. Il souligne que le ministère des Affaires étrangères a une obligation en matière de santé et de sécurité au travail en tant qu'employeur.

Vilén continue à exercer ses fonctions.

Le ministère a donc décidé d'engager un cabinet d'avocats. Pourquoi?

« Nous avons principalement fait appel à une entité externe qui, selon nous, possède une solide expertise pour réaliser ce type de mission. Il s'agit d'un contrat de service. C'est ce qui a été conclu pour obtenir une aide extérieure pour réaliser ce rapport", explique Puustinen.

"Cela ne doit pas être interprété de manière à ce que les coupables soient recherchés ou que le personnel se trouve dans une position différente. Au contraire, nous voulons nous assurer que les gens ont la possibilité d'exprimer des choses avec un tiers indépendant. »

Les enquêtes sur les cas de harcèlement peuvent être considérées comme faisant partie du travail du ministère des Affaires étrangères. Pourquoi le ministère des Affaires étrangères ne peut-il pas mener seul ce travail d'enquête ?

"Il n'y a aucun obstacle à cela non plus, et dans certains cas, nous le faisons. En raison de la nature vaste et multiforme du cas, il a été souhaité de recourir à un soutien extérieur. Et pour que ce soit précisément une enquête externe qui découvre les faits. Le ministère des Affaires étrangères en tirera toutes les conclusions."

De quelle expertise le cabinet d'avocats dispose-t-il en la matière, que ne possèdent pas les employés du ministère des Affaires étrangères ? Beaucoup d'entre eux sont également avocats?

"Le ministère des Affaires étrangères gère également ce type de situations. Les compétences qui ont été demandées concernent les questions liées à la législation en matière de santé et de sécurité au travail et à son respect. Nous voulons avoir une image aussi claire que possible de ce qui s'est passé", déclare Puustinen. "Toutes les évaluations, décisions et mesures seront prises au ministère des Affaires étrangères."

La tâche administrative relative à l'usage de la puissance publique ne peut être confiée qu'à une personne autre qu'une autorité légale. Y a-t-il un risque qu'en agissant ainsi, vous externalisiez la puissance publique ?

"Je ne vois rien de tel. Il s'agit de découvrir des informations de base et des faits de base. Le pouvoir public est toujours détenu par nous, quelles que soient les conclusions auxquelles nous parvenons. Nous travaillons à clarifier l'obligation en matière de santé et sécurité au travail, car c'est le devoir de l'employeur. »

Le recours à un cabinet d'avocats revient-il à penser que les employés pourraient ne pas vouloir en parler aux employés du ministère des Affaires étrangères ?

"Je ne le pense pas. Nous avons la possibilité de faire appel à un enquêteur externe et il existe également des situations dans lesquelles nous enquêtons nous-mêmes. Bien entendu, nous sommes également responsables de l'enquête du début à la fin. »

HS

## **Société - Education**

### ***Helsinki souhaite restreindre le jeûne des enfants musulmans***

La ville d'Helsinki a adressé à certaines familles de la ville le message suivant : Les jeunes élèves ne devraient pas jeûner pendant les fêtes religieuses qui ont lieu les jours d'école, car le jeûne peut interférer avec le travail scolaire.

« Si les jeunes élèves pratiquent le jeûne, c'est le week-end ou l'après-midi, lorsqu'il n'y a pas de travail scolaire », était déclaré dans un message de *Wilma*, le système de communication des établissements d'enseignement finlandais.

Le mois du Ramadan a commencé cette année le 10 mars et se termine le 8 avril.

Le grand carême orthodoxe a commencé le 14 février et se termine le 28 mars.

Le jeûne a parfois des conséquences dans les écoles, explique *Outi Salo*, directrice de l'éducation de base à la ville d'Helsinki.

Le Ramadan est une fête islamique dont le jeûne est un élément central. Le jeûne est limité aux heures claires de la journée. En plus de manger, il est interdit de boire. À cette époque de l'année, à Helsinki et dans ses environs, cela signifie qu'il faut cesser de boire pendant près de 12 heures, tout comme il faut cesser de manger.

Selon Salo, le message a été envoyé aux familles, afin de soutenir la capacité des élèves à faire face à la journée scolaire s'ils ne mangent pas ou ne boivent pas.

Le jeûne éventuel concerne surtout les élèves adolescents, dit Salo. Cependant, le message de *Wilma* mentionne le jeûne pour les jeunes élèves aussi. Salo invite les parents à informer les enseignants si leur enfant ne s'alimente pas normalement.

La ville a envoyé un message sur le jeûne à tous les directeurs des écoles d'Helsinki, rapporte Salo. Les directeurs des écoles d'Helsinki ont été laissés libres de décider d'envoyer ou non un message sur *Wilma*. Certaines écoles sont plus préoccupées que d'autres.

Le Conseil islamique finlandais *Sine* a élaboré des lignes directrices concernant la participation des enfants au jeûne. Selon *Sine*, il n'y a pas d'obligation pour les jeunes enfants de jeûner, bien que de nombreux enfants pratiquent le jeûne. Les lignes directrices précisent que les parents doivent dire à leurs enfants d'interrompre le jeûne si nécessaire.

Toutefois, les lignes directrices précisent également que le jeûne est le devoir de tout musulman en bonne santé et que les enfants ne doivent pas être contraints de rompre le jeûne s'ils en sont capables. L'âge de cette obligation est fonction de la personne et peut commencer à la puberté.

HS/A22